

## PROTECTION SOCIALE DES ENFANTS DE RETRAITÉS

# Fragilisée par les départs avant 60 ans

*Le nombre de salariés actifs ayant pris leur retraite avant l'âge légal de 60 ans a fortement augmenté ces 15 dernières années. Beaucoup parmi eux se retrouvent avec des enfants de moins de 18 ans à leur charge et avec des pensions assez modestes. Une étude — passée inaperçue —, menée par le ministère de la Prospective et des Statistiques, avec le concours de l'Unicef, s'est penchée notamment sur la protection sociale de ces enfants de retraités.*

Le système de protection sociale en Algérie est passé en revue, avec le financement et le mode organisationnel. On y lit notamment à ce sujet : «L'analyse du système de retraite en Algérie peut paraître incongrue compte tenu de la population concernée qui est en principe âgée et sans les obligations liées à la prise en charge d'enfants de moins de 18 ans. Or, certaines caractéristiques du système algérien de retraite, telles que les départs à la retraite sans condition d'âge, la retraite proportionnelle, les modalités de réversion et enfin certaines réalités socio-culturelles (comme le fait d'avoir encore des enfants à charge à un âge avancé), rendent cette analyse pertinente pour la protection attentive des enfants.» Parmi les chiffres figurant

dans cette étude, il faut citer que les retraités partis à 60 ans (et encore en vie) ne représentent plus que 30% des 2,3 millions de retraités.

Pour ce qui est des veuves et des enfants de retraités décédés, le ratio de bénéficiaires de pension de réversion s'élève à 40,2%, et dans ce pourcentage plus de 6% sont des jeunes de moins de 21 ans. Ce qui, selon les auteurs de l'étude, «traduit le large éventail des ayants droit dont certains devraient relever davantage de l'action de solidarité de l'État (comme les filles non mariées et les handicapés quel que soit leur âge, les ascendants même s'ils disposent d'un certain niveau de revenu, et autres cas similaires), éloignant quelque peu le système des principes de la contribution qui

le fondent (un minimum de correspondance entre cotisations et prestations est en effet exigé pour préserver l'équilibre financier du système, et donc sa pérennité)».

Autre chiffre, déjà connu de la CNR : 21,5% des retraités ont pris leur retraite avant l'âge légal de 60 ans, principalement dans le cadre des départs volontaires au titre des retraites proportionnelles et sans condition d'âge (beaucoup moins au titre de la retraite anticipée, pour des raisons de licenciements, processus législatif de 1994).

Ce qui fait dire aux auteurs que «cette situation est aussi préjudiciable financièrement au système dans la mesure où il subit deux contraintes qui se renforcent : d'une part, un manque

probable de ressources (cotisations), et d'autre part, un accroissement des dépenses (prestations sur une durée plus longue)... et qu'à terme, «un manque probable de ressources est possible s'il n'y a pas de remplacement du mis en retraite par un autre travailleur, ce qui était l'objectif visé par l'introduction des ces mécanismes de mise à la retraite.

Le recours accru aux bénéficiaires de l'emploi des jeunes ne semble pas à même de combler pour la Sécurité sociale le manque subi».

D'autant plus que les bénéficiaires du dispositif très précaire de l'emploi des jeunes ne cotisent pas pour leur retraite, l'Etat ne versant à leur profit qu'une quote-part assurance-maladie.

LSR

## Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs

### Cotisations non versées

J'ai 59 ans en ce mois de novembre 2012 et 30 ans de cotisations. Je suis en train de constituer un dossier pour un départ à la retraite dans le cadre de la loi en vigueur. Je suis dans une société privée et déclaré au niveau de la Caisse de sécurité sociale, mais pour des problèmes de trésorerie, mon employeur n'a pas effectué les paiements des cotisations du 4<sup>e</sup> trimestre 2010, de l'année 2011, et de l'année 2012 à ce jour, sachant que mon salaire est à jour pour chaque mois, avec les retenues de ma quote-part (c'est-à-dire je touche un net sur mon salaire). Une attestation d'affiliation à la Cnas m'a été remise, et je sais que je figure en tant qu'assuré dans cet organisme. Maintenant la question : est-ce que je serai pénalisé quant au dépôt de mon dossier au niveau de la CNR, sachant que l'employeur a du retard dans les paiements des cotisations ? SVP, je suis dans l'embarras, veuillez m'informer sur les procédures à suivre.

Mezazigh M. Nadjib

**RÉPONSE :** Tout à fait : la période indiquée sera considérée comme non déclarée à la Sécurité sociale et la CNR ne prendra en compte que les cotisations effectivement versées vous concernant. Il n'y a pas 36 solutions : votre employeur doit régulariser la situation auprès de la Cnas.

### Retraite complémentaire, pourquoi la figer ?

Ce n'est pas parce que les textes sont ce qu'ils sont et que les retraités les ont approuvés que cela devrait être perpétuel. La retraite complémentaire en question, concernant les retraités Sonelgaz, devient à la longue un peu tristounette. On vous fixe, à votre départ, vos 20% de la pension arrêtée par la CNR et vous mourrez avec ! Seulement, ce qui cloche, c'est que ces 1/5 de votre pension initiale sont puisés des cotisations salariales des travailleurs actifs dont le taux a été revu à la hausse, de même que les salaires, d'ailleurs très bénéfiques pour les travailleurs et c'est tant mieux pour eux. Alors, une question toute simple vient à l'esprit : pourquoi ne pas relever cette «prime» en fonction des relèvements des pensions, soit du côté de la CNR, soit lors des augmentations nationales de la SNMG, dans la mesure où les cotisants

renflouent de plus en plus la caisse de la retraite complémentaire ? Même les paysans «khemass» d'antan avaient leurs parts (1/5 des récoltes) évolutives. Faut voir...

Kamel Adjou, Bab Ezzouar

### Personne à l'écoute

Ce courrier est une lettre ouverte au ministre en charge de la Sécurité sociale. «Par la voie du quotidien *Le Soir d'Algérie*, rubrique «Retraite» les assurés salariés et retraités peuvent extérioriser leur mal et les déceptions que leur causent vos services, en particulier le service de communication et le service d'écoute. Hélas, ce service d'écoute n'écoute personne et ce service de communication ne communique avec personne. Pour cette bonne raison, il est de mon devoir de citoyen très sensible devant toute mauvaise prestation, tout mépris et toute négligence vis-à-vis des citoyens, d'attirer, Monsieur le Ministre, votre aimable attention sur ces faits qui se caractérisent par le silence complet vis-à-vis des doléances des assurés sociaux : ni réponse écrite, ni réponse aux appels téléphoniques, sachant que ces lignes sont coupées H/24. Et cela sans doute pour une meilleure distraction des chargés de ces services. Devant ces faits néfastes pour la société, décevants pour les assurés sociaux et qui portent préjudice aux institutions étatiques, nous vous prions d'user de votre pouvoir pour toutes dispositions qui s'imposent pour de meilleures prestations de la Sécurité sociale dans son rôle primordial de sécuriser l'assuré social.

Acceptez nos vifs remerciements, notre confiance en vous, Monsieur le Ministre et toute notre reconnaissance. Bonne réception de notre cri de détresse par la voie du journal : aussi merci et bravo pour son équipe et pour leur bonne volonté. Veuillez croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de ma parfaite considération.»

### Un simple citoyen, juste et loyal

Je viens par le biais de votre journal solliciter le lecteur M. Abdelaziz Belguermi qui vous a écrit en date du 23 octobre 2012 à propos des 2 retraités de la CNR d'Oran qui ont porté leurs affaires devant la justice et ont fini par avoir gain de cause à propos des 2 années de service national non validées par leur CNR parce

que liquidée sous l'ordonnance 97/13. Je souhaiterais avoir plus de renseignements sur ce dossier, car ma retraite a été liquidée avec un taux de 56% sans les 2 années du SN et je n'ai pas pu bénéficier d'une retraite anticipée bien que mon entreprise ait été dissoute. J'ai porté l'affaire jusqu'à la Cour suprême et je n'ai pas eu gain de cause. J'ai demandé conseil auprès de votre journal à l'époque, et dernièrement j'ai vous ai écrit pour les années de mutuelle (Muteg), et je n'ai pas eu de réponse.

Abdelkrim Mahor Bacha

**RÉPONSE :** L'appel est lancé à M. Abdelaziz Belguermi afin qu'il vous fasse parvenir plus de renseignements sur ce dossier. Quant aux années de cotisation mutuelle, elles ne sont prises en compte — pour les 20% de retraite complémentaire —, que pour une adhésion englobant toute votre carrière professionnelle dans l'entreprise liée à cette mutuelle.

### Appel à la Coordination nationale des enfants de chouchada

A l'intention de Monsieur le président de la Coordination nationale des enfants de chouchada. Je suis fils de chahid atteint d'une maladie chronique qui m'a contraint d'abandonner en 1994 le travail après 21 ans de service. A l'âge de 50 ans pour subvenir aux besoins de mes 5 enfants j'ai pris une retraite anticipée de 6 000 DA. Je suis étonné de constater que les droits de certains fils de chahid sont spoliés, pour certains, ils bénéficient des 7 ans et demi de la révolution de Libération nationale, pour d'autres ils sont écartés, donc marginalisés, en raison de ce fameux article 42 de la loi du moudjahed et du chahid du 12 avril 1999 parue au JO n°25. Une politique du deux poids, deux mesures pour confisquer ce qui nous appartient. Avec les revalorisations des pensions de chaque année j'arrive juste à 16 000 DA.

La cherté du pouvoir d'achat me rend la vie difficile ; c'est la raison pour laquelle je sollicite votre concours pour soulever cette question à ceux qui ont fait l'article ci-dessus pour accéder à nos droits car une frange de cette catégorie vit dans la misère.

M. Moues Abdelhamid, Azzaba, wilaya de Skikda